



LE MODELE DE L'UNION EUROPEENNE ET L'APPLICATION DE L'EXTREME ORIENT.

*Mémoire de géopolitique
du CDT LEE Ki Hoon
dans le cadre du séminaire "Mondialisation"*

Directeur : M. SCARINGELLA

AVRIL 2002

FICHE DOCUMENTAIRE

Le modèle de l'Union Européenne et l'application de l'extrême orient.

2 CDT LEE, Ki Hoon

3 08 avril 2002

4 Division C, Groupe 3

5 Version initiale

6 La construction européenne est à un tournant majeur de son existence. Après s'être constituée sur des bases essentiellement économiques, elle va maintenant s'orienter sur son avenir politique. L'extrême orient est une région très dynamique dans le monde. La république de Corée a réussi sa restructuration économique, le Japon est la 2^{ème} puissance économique, mais il stagne depuis 10 ans. La Chine a un grand potentiel de croissance économique et est entrée à l'OMC. A contrario, dans cette région, il y a toujours un certain antagonisme depuis 3 millénaires. Il est nécessaire de nouveau accord de libre-échange afin de stabiliser économie et politique comme dans l'Union Européenne. Il sera alors possible de réaliser une intégration économique dans cette région.

7 Mots clés : Mondialisation, Economie, Union européenne, accord de libre-échange, Extrême orient.

Sommaire

Le modèle de l'Union Européenne et l'application de l'extrême orient.

PREMIERE PARTIE :

La mondialisation

La mutation de l'économie mondiale en réseaux transnationaux
d'interdépendance
Une dynamique multipolaire
Menaces sur l'économie mondiale

DEUXIEME PARTIE :

Les grandes étapes de la construction européenne

La construction de l'Europe (de 1948 à nos jours)
Mise en place du marché unique européen (1993)
Les réalisations de la Communauté européenne

TROISIEME PARTIE :

Application aux économies de la région extrême orient

Présentation des économies de l'extrême orient
Le mouvement de l'économie dans l'extrême orient
La croissance de l'économie en Corée du sud dépend d'accords de libre
échange

Introduction

La république de Corée a connu une expansion économique depuis en 1960, après la guerre de Corée. Grâce à l'engagement du gouvernement de l'ex-président Jeonghi PARK, son économie s'est développée miraculeusement. Mais ce miracle du fleuve HAN connaît malheureusement une interruption. En 1997 la Corée fait pour la première fois l'expérience d'une crise économique et financière avec pour conséquences la montée du chômage, la baisse du revenu individuel, la douleur et le désespoir de nombreux coréens. La confiance dans le modèle d'une croissance économique en Corée a disparu. Pour combattre la crise économique, le gouvernement de Corée a procédé alors à des restructurations. La Corée obtient A3, un degré de confiance économie par MOUDIS en avril de cette année. Elle redresse sa capacité de gestion sur la crise économique et financière. En fait, elle a profité sagement la mondialisation de l'économie depuis 40 ans et en même temps, elle a augmenté son volume dans les échanges. Précisément, son PIB passe de 3 milliards dollars en 1965 à 455,2 milliards dollars en 2000 et son revenu par habitant est multiplié par 131 puisqu'il passe de 82 dollars en 1960 à 10 823 dollars en 2000.

Après l'apparition de Gatt, l'économie mondiale a grandi continuellement grâce à la libéralisation de commerce. Les Européens réalisent une union économique sur le vieux continent depuis 1957 et le traité de Rome. En 2002, ils concrétisent leur projet économique en adoptant une monnaie unique, l'euro. Les Européens s'engagent depuis dans une nouvelle étape de leur histoire globale en préparant l'élargissement de leur ensemble aux pays de l'ancien bloc soviétiques. L'Europe orientale va entrer dans le traité de Maastricht sur le plan économique et bénéficier parallèlement du traité de l'OTAN pour sa protection militaire.

D'autre part, il se discute l'établissement d'une zone de libre-échange en extrême orient sur le modèle de l'union européenne avec le Japon, la Chine et la Corée du sud. Ce modèle est-il transposable à cette région du monde et quelles sont ses chances de succès ?

Il est évident que la Corée est un bon exemple du modèle de croissance de l'économie pour des pays en voie de développement. Quant au Japon en dépit de ses succès (il est la deuxième puissance économique mondiale), il stagne depuis maintenant une dizaine d'années. En revanche, la Chine vient d'entrer au traité de l'OMC. Après l'apparition de Deng Xiaoping, son ex-président, elle devient de plus en plus efficiente dans le domaine économique. Son système politique reste basé sur le communisme alors que son économie s'ouvre aux marchés et prend une option carrément capitaliste. Sans doute, après la chute de l'empire soviétique, la Chine reste le seul « grand fleuve » communiste dans le monde. Malgré sa participation à l'OMC, il lui reste des défis à relever pour amener son économie à sa taille. Pour elle, il faudra faire aussi aux risques liés au chômage et à la restructuration. Pour la Corée, en plus de la restructuration de son économie, il lui faudra faire preuve de plus de transparence dans sa gestion financière et faire face à une concurrence illimitée. Sans doute, il reste encore que ces trois pays devront se reconverter afin d'augmenter la capacité de leur économie et se rapprocher davantage.

1 Qu'est-ce que la mondialisation ?

Après l'écroulement du bloc soviétique, au-delà du triomphe apparent d'un bloc politique contre un autre et de l'hégémonie du système capitaliste, le marché mondial donne aujourd'hui l'impression d'être devenu l'unique régulateur économique (même si c'est au prix de tensions et de conflits multidimensionnels) ; mais cet actuel essor de l'économie, fondé sur la mondialisation, pose aujourd'hui la question de la nature de ce système économique et de son devenir : doit-on voir dans la mondialisation le « stade suprême du capitalisme » (pour paraphraser le titre de l'ouvrage de Lénine sur l'impérialisme) ?

1.1 La mutation de l'économie mondiale en réseaux transnationaux d'interdépendance

Pour certains observateurs, la mondialisation n'est que l'expression moderne d'un processus d'expansion qui prend ses racines dans les conquêtes commerciales des nations européennes engagées dès les XVI^e et XVII^e siècles et poursuivies par leur expansion coloniale. Elle ne serait ainsi qu'un développement et un approfondissement du mondialisme. Il semble cependant que la mondialisation observée dans les dernières années du XX^e siècle constitue une mutation économique sans précédent et que, au-delà d'une certaine continuité historique, ce phénomène possède une dynamique propre et que ses acteurs échappent de plus en plus au contrôle d'États dont les marges de manœuvre se réduisent. En effet, la mondialisation de l'économie ne réduit pas le rôle du marché mondial à celui d'un simple « jeu à somme nulle », mais elle lui confère une dimension, des fonctions nouvelles et un pouvoir renforcé, en contournant et en démantelant des frontières physiques et des réglementations qui s'opposaient à l'accumulation du capital sur la planète.

Le passage des accords du GATT à ceux de l'OMC est l'illustration de cet ajustement des instances internationales à ce nouveau visage et à cette dynamique nouvelle du marché mondial : il s'agit bien d'une transformation structurelle des relations d'échange et des modes de fonctionnement des marchés, qui en profitent pour se complexifier en imbriquant davantage les économies nationales entre elles. Mais qui dit mutation dit bouleversements qui peuvent perturber un temps le fonctionnement traditionnel du marché, avec tout ce que cela suppose d'inégalitaire, et de fragmentation des processus de production, des marchés de l'emploi et du travail, voire des entités politiques et sociétales.

1.1.1 Les trois dimensions de la mondialisation

La mondialisation est un processus d'internationalisation des activités productives, marchandes et financières qui se déroule sur trois tableaux : l'internationalisation des économies et des échanges, la transnationalisation, au travers de l'essor des firmes multinationales (FMN), et la globalisation, notamment financière.

Le développement des échanges et des activités des FMN s'est accompagné en effet d'une diversification et d'une mondialisation des modes de financement de l'économie, l'autarcie économique nationale devenant impossible, et l'évolution du marché international poussant les partenaires commerciaux désireux de s'y affirmer à signer des accords régionaux et des ententes. Ainsi, le marché extérieur pèse-t-il de plus en plus sur les marchés nationaux, qu'il s'agisse du marché des biens et des services, des marchés financiers ou monétaires, du marché de l'emploi ou du marché des produits culturels.

Les économies nationales, qui donnent ainsi l'impression d'être totalement imbriquées, doivent aujourd'hui s'adapter à des exigences nouvelles dont elles n'ont pas la maîtrise, se conformer à des tendances mondiales (par exemple, à la prise en compte de l'écologie planétaire) ; enfin, les inégalités économiques existantes entre nations (quantité ou qualité des facteurs de

production, conditions de réalisation de la production, de l'échange ...), en poussant de nombreuses entreprises à se délocaliser, achèvent souvent de perturber les économies nationales.

La globalisation financière est assurée par une forte mobilité des capitaux à l'échelle internationale ; elle est fondée sur la «règle des trois D », de nature néo-libérale : désintermédiation, déréglementation, et décloisonnement des marchés. La désintermédiation correspond à la réalisation d'opérations financières sans intermédiaires, en direct sur le marché financier mondial. La déréglementation vise à limiter le poids des autorités politiques et monétaires nationales sur les flux monétaires, notamment par le biais de la suppression de contraintes de change, comme le prône par exemple l'économiste Milton Friedman. Quant au décloisonnement des marchés, qui est apparu dans les années 1980 dans de nombreux pays occidentaux, il consiste en la suppression des frontières entre marchés financiers, marchés monétaires et marchés des changes. Ainsi, la globalisation financière assure un marché planétaire des capitaux, disponible à tout moment, en raison de sa dimension, et de son fonctionnement à travers les fuseaux horaires (lorsqu'une place boursière ferme en Asie, une autre s'ouvre en Europe ou en Amérique, assurant continuellement 24 heures d'activité sur la planète).

Dans un tel processus multidimensionnel, on pourrait s'attendre à voir agir de multiples acteurs. Mais la mondialisation est au contraire le fait d'un nombre relativement réduit d'intervenants. Les acteurs centraux de la mondialisation sont les FMN et la «quatrième révolution industrielle ». La mondialisation est largement créée par l'essor des firmes multinationales, qui imposent leurs activités, leurs produits, leurs technologies, leurs modes de fonctionnement, leur culture ... Les FMN, en tant que «méga entreprises », accroissent les quantités produites et accélèrent les échanges, favorisent la circulation des devises (notamment eurodollars) et accroissent les liquidités internationales ; dominant ainsi largement le marché mondial, au niveau national comme international, elles créent de nouvelles perspectives de développement et de croissance.

Ainsi, sur le plan national, ces acteurs économiques qui peuvent stimuler les marchés locaux en y revendant une partie de leurs produits, ou par le biais des «joint-ventures », permettent d'accroître le PIB, l'investissement, les infrastructures locales, l'emploi.

Sur le plan international, les FMN poussent les différents pays à s'ouvrir sur le marché extérieur, encouragent leur spécialisation, accélèrent les échanges entre les États, créent des échanges entre les firmes (c'est l'échange captif, qui représente entre de 30 % à 40 % du trafic industriel), donc des débouchés pour les filiales, prennent le contrôle de la technologie (dans les secteurs de pointe, mais aussi dans le domaine culturel, avec le cinéma et la télévision), contribuent à l'essor du marché des eurodollars et à l'accroissement des liquidités internationales donc à l'accélération des échanges de capitaux, et facilitent l'intégration financière mondiale. La mondialisation crée ainsi une dynamique qui favorise les investissements directs, en encourageant la sous-traitance.

Le second facteur d'accélération de la mondialisation est la quatrième révolution industrielle, fondée sur l'essor d'activités du quaternaire, autour de technologies de pointe (NTIC), en particulier l'informatique et Internet (faisant naître la «net économie ») ; en diminuant les coûts d'information et les coûts de communication, et en accélérant la vitesse de réaction des marchés, les technologies nouvelles de l'information modifient les conditions de fonctionnement du marché.

Ce vaste processus de mondialisation, et son accélération, se heurte cependant aujourd'hui à une vive contestation, et l'essor actuel de l'économie mondiale, orchestré essentiellement par les États-Unis d'Amérique fait l'objet d'une opposition qui a tendance à se durcir. On assiste en effet

aujourd'hui à l'émergence de mouvements nationaux et internationaux forts, et de plus en plus structurés, de contestation, qui se cristallisent notamment, à travers les médias, autour de questions telles que la sauvegarde d'identités culturelles, de la défense de l'environnement et de la sécurité des produits alimentaires.

1.1.2 La contestation de ce processus de globalisation

La mondialisation fait d'autant plus peur qu'elle paraît devoir aboutir à une «uniformisation du monde » : l'économie aurait tendance à standardiser, à homogénéiser les modes de consommation, les modes de vie et les cultures, en imposant des biens, des services, mais aussi des valeurs, des normes communes et stéréotypées. Le commerce international apparaît ainsi comme le vecteur privilégié d'un projet de domination mondiale par des économies hégémoniques, largement soutenue par leur contrôle des moyens de télécommunication, notamment des médias.

L'homogénéisation culturelle constitue un facteur central dans l'accroissement des échanges mondiaux, donc de la croissance et du développement économique, mais au prix d'une dépendance culturelle croissante des cultures nationales, et au risque d'aboutir à une acculturation ou à un appauvrissement de la «biodiversité culturelle ». L'acteur principal de cette «manipulation » serait évidemment la puissance économique nord-américaine ; en imposant leur domination économique évidente, en inondant le marché mondial de produits typiquement américains, de marques spécifiques, à haute teneur symbolique, les États-Unis auraient tendance à imposer leurs images, leur idéologie, leur conception de la vie et du monde, leur mode de vie, leurs valeurs, leurs normes de consommation et de culture, leurs traditions commerciales (Halloween).

Certains auteurs ont utilisé l'expression de «village planétaire », pour décrire la communauté mondiale qui se créerait à travers le développement des réseaux de communication. C'est oublier que s'il existe des pays fortement équipés et des populations reliées à la quasi-totalité de la planète, qui s'unifient en tirant avantage des progrès techniques, d'un autre côté, des populations entières restent en marge des moyens de communication modernes, isolées, ne profitant en aucune manière de la diffusion du progrès technique, et que cette nouvelle «culture technologique » dont est dépourvue la grande majorité de la population mondiale ne profite qu'aux pays et aux peuples économiquement les plus développés. Le système capitaliste planétaire assure ainsi le fort développement des pays les plus riches, en paupérisant et en marginalisant le reste de la planète : dans cet esprit, l'on a d'un côté, des vies modernes, dans des villes standardisées, qui tentent de s'imposer universellement ; d'un autre côté, des banlieues, des régions pauvres, des déserts, que leurs habitants doivent fuir, condamnés à être socialement et culturellement déracinés, et dont la mondialisation a aggravé le sort.

Ainsi, la mondialisation est -elle accusée non seulement de creuser l'écart Nord-Sud, mais de créer un dualisme économique et culturel au sein même des unités régionales, en aggravant certains clivages, au nom de la recherche de profit maximum.

C'est dans une telle perspective que se situent les analyses d'inspiration marxiste, tiers-mondiste ou régulationniste. Pour l'économiste Arghiri Emmanuel, par exemple, le marché mondial serait le lieu d'un «échange inégal » (thèse reprise et développée notamment par Samir Amin, André Gunder-Franck et le philosophe américain Emmanuel Wallerstein), entre un Nord (États-Unis et, accessoirement Europe occidentale et Japon) fortement développé et constituant «le Centre », et un Sud pauvre («la Périphérie », c'est-à-dire le reste du monde) dont les ressources naturelles sont pillées et la main-d'œuvre surexploitée. Les critiques sont d'ailleurs très vives contre la domination imposée par le FMI sur les États qui lui empruntent des capitaux et qui

se voient forcés de mettre en place des politiques d'ajustement structurel peu épanouissantes pour leurs peuples.

Le pouvoir exorbitant des FMN est également contesté, car ces firmes disposent des moyens de réaliser ou non des activités de production ou de commerce («Ce n'est pas parce que les firmes multinationales investissent en Afrique que cette dernière est sous développée, c'est au contraire parce qu'elles n'y sont pas assez présentes ! », Arghiri Emmanuel), d'annexer des capitaux rentables, d'orienter les politiques nationales, d'imposer certaines conditions d'embauche, de travail et de rémunération, ... en privilégiant la logique financière au détriment de la production, avec des risques de délocalisations, de plans de restructuration, de chômage, et de déséquilibres internationaux. Le marché mondial est ainsi, sinon dirigé en tout cas largement orienté par une poignée de très grosses firmes : on parle ainsi d'un «club » d'entreprises mondiales, d'origine surtout nord-américaine ou japonaise dont le pouvoir peut souvent être préjudiciable aux économies nationales (risques d'extraversion), aux cultures nationales, aux gouvernements (moindres marges de manœuvre), aux syndicats (limite de leur pouvoir), et aux salariés (auxquels on impose les conditions de travail et de rémunération, avec la tendance à l'égalisation internationale des facteurs de production vers le bas), voire aux écosystèmes (par le pillage des matières premières et énergétiques, les pollutions en tous genres, les nuisances). Mais la menace de beaucoup de ces FMN de quitter telle ou telle région ou tel ou tel pays conduit souvent les pouvoirs politiques à se résigner à accepter la situation, car il leur est devenu très difficile de limiter la puissance de ces firmes transnationales (échec des lois antitrust aux États-unis et en Europe, et dangers des nationalisations).

La mondialisation est également accusée de déstabiliser davantage les marchés, en présentant un risque de «crise systémique », c'est-à-dire de tout le système économique en raison d'effets en chaîne de dysfonctionnements ou de crises boursières, liées ou non à des mouvements spéculatifs déstabilisants, comme l'illustrent les krachs boursiers russes ou asiatiques ; il se trouve en effet que l'on situe dans le cadre d'un système où le dollar, qui demeure la clef de voûte du système monétaire international, est fragilisé par le creusement du déficit de la balance des paiements américaine, et par un endettement extérieur croissant. Enfin, la mondialisation du commerce est également un puissant vecteur de développement de la criminalité internationale, animée notamment par les trafics d'armes et de drogues, la traite sexuelle des femmes et des enfants, l'exploitation d'immigrés clandestins, et les diverses activités de contrebande et de blanchiment d'argent par des gangs organisés : d'après les calculs des Nations Unies, le coût de ces activités criminelles transnationales dans les pays industrialisés représenterait aujourd'hui 2 % du produit national brut (PNB) annuel, et se chiffrerait en milliards de dollars.

1.2 Une dynamique multipolaire ?

Ses défenseurs font valoir au contraire que la mondialisation économique n'est pas incompatible avec le maintien de systèmes économiques ou de modèles culturels nationaux ou régionaux forts, et qu'en favorisant les échanges elle peut apparaître comme un facteur de développement de la diversité à travers un «patch work », un «melting pot » culturel planétaire.

La mondialisation pourrait ainsi être assimilée à une dynamique multipolaire sans précédent. En effet, par le biais du libre-échange, elle crée de nouvelles perspectives de débouchés et de nouveaux créneaux pour des économies en retrait, comme l'atteste l'essor de multiples Nouveaux Pays Industrialisés (en particulier asiatique), qui bénéficient, et participent même souvent aux transferts de technologie. On peut alors peut-être rêver, comme le faisaient Adam Smith ou David Ricardo, de l'essor du bien-être universel, garant d'une paix mondiale...

Si la mondialisation semble aujourd'hui un phénomène irréversible, il n'en demeure pas moins qu'elle doit être sans doute surveillée, organisée et orientée si l'on veut qu'elle prenne en compte les aspects sociaux, qu'elle contribue à réduire les fortes inégalités socio-économiques, qu'elle respecte les écosystèmes et qu'elle débouche sur des perspectives de développement durable pour tous.

1.3 Menaces sur l'économie mondiale

En procédant, le 19 avril dernier, à sa quatrième baisse des taux d'intérêt depuis le début de l'année, et en laissant entrevoir une cinquième à la mi-mai, la Réserve fédérale des Etats-Unis a, sur le moment, dopé les marchés boursiers, mais en même temps confirmé les pires inquiétudes sur l'étendue de la récession. Impavide et campant sur son orthodoxie monétaire, la Banque centrale européenne se refuse à emboîter le pas en maintenant son taux directeur au même niveau. Comme si l'Europe pouvait être à l'abri de la tourmente qui s'annonce...

La plus grande « soulerie » de toute l'histoire des cycles économiques américains tourne à la gueule de bois. « L'économie miracle » saluée naguère par le New York Times est en difficulté. Et pour cause. Car c'est essentiellement l'afflux de capitaux étrangers qui a servi de moteur à l'économie américaine au cours de ces neuf dernières années. En témoigne le taux de croissance de la capitalisation boursière qui a atteint des sommets, passant de 81 % en 1994 à 184 % en 1999, et qui était de 84 % supérieure au produit intérieur brut (PIB). Une rapidité d'accumulation plus grande encore qu'entre 1925 et 1929. Mais cette bulle financière commence à éclater. On est loin de ce que les idéologues de la sphère financière nomment un « atterrissage en douceur » ou une « correction ». On assiste aux premiers craquements d'une récession économique qui risque d'être la plus grave depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Ses conséquences pourraient être infiniment plus sérieuses que celles du krach thaïlandais de juillet 1997, ou celles de la cessation de paiements russe en août 1998. On touche les limites du système financier international. Immense casino aux règles truquées, ce système n'a jamais eu pour but « l'allocation optimale des ressources », comme le prétendent les zélotes qui l'ont mis en place. Il a pour vocation l'enrichissement d'une minorité d'actionnaires des sociétés transnationales.

Dans le seul tiers-monde, la dette externe est passée de 1 300 milliards de dollars en 1992 à 2 100 milliards de dollars fin 2000, et le paiement des intérêts de 167 milliards de dollars à 343 milliards de dollars. Les Etats emprunteurs ont déjà remboursé plusieurs fois le montant des sommes empruntées. Et ceux qui n'exportent pas de pétrole subissent de plein fouet la décélération de la croissance américaine.

Aux Etats-Unis, l'industrie commence à connaître la surproduction. Les valeurs des nouvelles technologies, chéries par Wall Street et qui représentaient 60 % de la capitalisation boursière, sont déprimées. Le Nasdaq Composite Index, l'un des baromètres clés de ce que l'on a appelé la « nouvelle économie », a perdu plus de 65 % depuis le 10 mars 2000. Bien que cela constitue, et de loin, la plus mauvaise année de son histoire, le Nasdaq n'a pas encore touché le fond. Son équivalent britannique, le Techmark 100, a, lui, chuté de 57 %, le Nemax allemand de 67 % durant la même période. Ces régressions traduisent le ralentissement de la croissance et le pessimisme des grands investisseurs. Hormis l'excédent budgétaire, la plupart des indicateurs de l'économie américaine ont viré au rouge : les marchés des actions s'affaissent, la confiance des consommateurs recule, en même temps que la consommation elle-même. La construction des logements est tombée à son niveau le plus bas depuis cinq ans. Le crédit, qui avait connu une formidable explosion, a tendance lui aussi à se rétrécir. En effet, les investisseurs rechignent devant les valeurs industrielles à haut risque, les marchés d'actions ordinaires s'effritent, et le bilan des banques commerciales se détériore rapidement, tout comme la qualité de leurs actifs

financiers. En fait, le boom américain et la puissance du dollar se sont bâtis sur l'endettement, précaire par définition. Il faut bien un jour rembourser la dette, avec des intérêts composés. A moins de la répudier... Or, la montée des créances impayées depuis le milieu des années 1960 fournit une image saisissante des mutations du capitalisme financier. Selon les chiffres de la Réserve fédérale (Fed), le montant total de ces impayés est passé de plus de 1 027 milliards de dollars en 1964 à 25 678 milliards de dollars en 1999. Soit une hausse moyenne de 9,6 % par an, dépassant de loin celle du PIB. Avec le net ralentissement de la croissance, le décalage va s'accroître encore. Pour apurer ces arriérés, il faudrait le triple du PIB actuel.

La situation financière des entreprises n'est guère plus brillante. Leur endettement a dépassé les 7 000 milliards de dollars en 1999. Il a surtout servi à financer les concentrations tous azimuts, notamment dans le secteur bancaire. Entre 1980 et 1998, celui-ci a connu l'un des grands changements structurels de l'histoire économique des Etats-Unis : 8 000 fusions et acquisitions, au cours desquelles plus de 2 000 milliards de dollars d'actifs ont changé de mains.

L'endettement accru des ménages est également un facteur de ralentissement. Les prêts représentent désormais 34 % du revenu des particuliers. Du coup, le taux d'épargne (1), qui s'élevait à 8 % en 1990, est tombé à - 0,8 % en 1999. Autrement dit, les ménages empruntent plus qu'ils n'épargnent. Ils s'endettent lourdement, hypothéquant leur logement dans la plupart des cas, pour assurer leurs dépenses de consommation courante, qui dépassent aujourd'hui les gains en revenu disponible d'environ 247 milliards de dollars.

2 Les grandes étapes de la construction européenne

2.1 La construction de l'Europe (de 1948 à nos jours)

Dans l'histoire récente de la construction européenne, on distingue trois phases : celle de l'union douanière, réalisée à la fin des années 1960 ; celle des tentatives d'harmonisation des structures économiques, épuisée vers la fin des années 1970 ; celle de la relance de la construction européenne depuis 1985, autour des thèmes de l'achèvement du marché intérieur et de l'union économique et politique.

2.1.1 Le lancement

La première manifestation de coopération européenne est instituée par la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), fondée le 18 avril 1951 par six pays : la Belgique, la France, le Luxembourg, l'Italie, les Pays-Bas et la République Fédérale d'Allemagne. Deux nouvelles communautés, composées des mêmes États se sont constituées par les traités de Rome (25 mars 1957) : La Communauté économique européenne (CEE) et la Communauté européenne de l'énergie atomique (la CEEA dite Euratom). Les objectifs des trois communautés étaient bien précisés : la CECA devait permettre d'expérimenter une formule susceptible d'être progressivement étendue à d'autres domaines économiques ; la CEE devait aboutir à la création d'un marché commun, fondé sur les quatre libertés de circulation des marchandises, des personnes, des capitaux et des services, et conduire au rapprochement progressif des politiques économiques. Toutes trois avaient comme perspective d'engager les États signataires dans la construction d'un destin commun qui seul leur permettrait de maîtriser leur avenir. Malgré l'aspiration profonde des fondateurs des Communautés à une union des pays européens, les traités de Rome n'ont fonctionné jusqu'à la fin des années 1960 que sur la base d'un simple accord douanier. Les tentatives d'union politique et de défense commune furent abandonnées en raison du refus par l'Assemblée nationale française d'en autoriser la ratification (août 1954). Les débats sur les politiques économiques communes n'ont abouti que sur les chapitres douanier et agricole.

2.1.2 L'union douanière et la dynamique européenne

Malgré la modestie des acquis sur le plan des institutions, l'achèvement de l'union douanière le 1er juillet 1968, comportant l'élimination des droits de douane, la suppression des restrictions quantitatives et qualitatives des importations et des exportations, ainsi que l'instauration d'un tarif douanier commun, a donné une formidable impulsion à la production et aux échanges européens. De 1960 à 1973, la croissance économique de l'Europe fut supérieure à celle des États-Unis. Depuis 1960, les échanges intra-communautaires ont connu un accroissement trois fois plus rapide que ceux réalisés avec le reste du monde. En 1958, la CEE recevait un peu moins du tiers des exportations totales des pays membres ; en 1990, elle en captait près des deux tiers.

Le Royaume-Uni, qui avait refusé de signer les textes constitutifs européens, avait entrepris de lancer en 1960 une organisation concurrente : l'Association européenne de libre-échange (AELE) à laquelle adhèrent sept pays : l'Autriche, le Danemark, la Norvège, le Portugal, la Suède, la Suisse et le Royaume-Uni. La dynamique de la CEE a finalement convaincu trois pays de l'AELE, le Danemark, la Norvège et le Royaume-Uni, de demander leur adhésion (demande à laquelle se joignit l'Irlande). Cet élargissement devait aboutir en 1973. La Norvège, bien qu'admise, se prononça par référendum contre son adhésion - elle émit de nouveau un vote négatif en 1994 -. Aux neuf États membres de 1973 s'adjoignirent la Grèce en 1981, l'Espagne et le Portugal en 1986, l'Autriche, la Finlande et la Suède en 1995. Les pays de l'AELE ont signé en 1992 un accord avec la CE, instituant un Espace économique européen (EEE).

2.1.3 Les premières tentatives d'harmonisation

Bien que Robert Schuman ait parlé de «fédération européenne», le gaullisme d'une part et les positions britanniques de l'autre avaient toujours contribué à maintenir la CEE à l'état de simple zone de libre-échange. La construction européenne commença non par la politique mais par l'économie, non par l'intégration des structures mais par le chapitre des dispositions douanières. À la fin des années 1960, toute forme de limitation quantitative des échanges entre les pays membres avait disparu et un tarif extérieur commun sur les importations était adopté. Toutefois, les «barrières douanières non tarifaires» persistaient. En effet, malgré l'union douanière, l'espace européen restait en fait compartimenté et disparate, en raison de politiques économiques divergentes, de régimes fiscaux différents et des montants compensatoires monétaires.

La seconde étape de la construction européenne, dans les années 1970, s'attaqua ainsi au problème de l'harmonisation des structures économiques et des politiques nationales. Mais, outre la permanente opposition britannique, le projet essentiellement français de l'harmonisation se heurta aux conséquences industrielles et monétaires des chocs pétroliers. Au cours de cette même période, les disparités entre les monnaies et les systèmes de prix nationaux s'aggravèrent au sein de la CEE, approfondissant les démarcations nationales, régionales et même sectorielles et la construction européenne marqua une pause.

2.1.4 Le succès du SME et de l'écu

Le traité de Rome n'avait prévu que des dispositions mineures en matière de coopération monétaire. Les six pays fondateurs participaient en effet au système monétaire international de Bretton Woods, caractérisé par des taux de change fixes entre les monnaies. La création d'un système parallèle était donc inutile. L'annonce de la suppression de la convertibilité du dollar en or (août 1971) et le flottement généralisé des monnaies qui suivit la crise pétrolière, ont conduit les États membres à mettre en place un cadre permettant d'introduire un minimum de stabilité.

Le succès du SME dans les années 1980 témoigne de celui de l'écu, qui ne relevait pas de la gestion étatique et permit de partager les charges d'intervention entre monnaies fortes et faibles en cas de tension monétaire et d'ajustements consécutifs. L'écu servit ainsi de référence dans les mécanismes de change, de moyen d'intervention, de crédit et de règlement.

Le SME a été fortement perturbé par la violente tourmente qui s'est abattue sur les marchés des changes européens en septembre et octobre 1992, lorsque des attaques spéculatives provoquèrent les dévaluations de la peseta, de la lire, de la livre. En août 1993, les ministres des Finances tirèrent les conclusions de la crise en portant les marges de fluctuation à plus ou moins 15 %.

La période des années 1980, celle du SME et de la désinflation, fut également celle de l'aggravation des inégalités dans la répartition des revenus au sein des économies nationales, ainsi qu'au niveau des régions européennes.

2.2 Mise en place du marché unique européen (1993)

2.2.1 L'objectif du grand marché intérieur

L'arrivée de Jacques Delors à la tête de la Commission, en janvier 1985, coïncide avec la volonté des États membres d'insuffler une nouvelle dynamique à l'édifice communautaire. Le président de la Commission présente au Parlement en mars 1985 le Livre Blanc sur le marché intérieur, adopté en juin de la même année par les représentants européens réunis en Conseil à Milan.

L'Acte unique européen (AUE) entre en vigueur le 1er juillet 1987. Il a pour objectif la réalisation du grand marché intérieur au 1er janvier 1993 : la libre circulation des biens, mais également des capitaux, des services et des personnes, soit un espace économique de 370 millions d'habitants. Le champ d'action de la Commission était élargi, par le développement des politiques communautaires existantes, la création de nouvelles politiques (capacité monétaire, politique sociale, cohésion économique et sociale, recherche et développement technologique), et le renforcement de la coopération économique. Au lieu d'envisager le marché unique comme subordonné à la réalisation de la cohésion communautaire, on se mit à le considérer comme un levier pour atteindre la convergence. L'union économique et monétaire complète cette intégration, mais implique une politique monétaire commune et une coordination étroite des politiques économiques.

2.2.2 L'union économique et monétaire

La politique de stabilité monétaire et de désinflation, ainsi que l'ouverture d'un grand marché intérieur étaient complémentaires dans un contexte international de ralentissement de la croissance et des échanges. Le programme de l'Union économique et monétaire (plan Delors), conduisant à la Banque centrale européenne et à la monnaie unique fut adopté par le conseil européen de juin 1989. Puisque les monnaies nationales étaient empêchées de fluctuer, le passage des parités irrévocables serait souhaitable. Au marché unique correspondrait donc une monnaie unique, l'euro, qui a pour vocation à devenir une grande monnaie de réserve et de paiement.

Le traité de Maastricht arrête le cadre juridique et l'échéancier de l'union économique et monétaire (UEM). L'opération doit s'effectuer en trois étapes, de façon à rendre progressif le passage à la monnaie unique. La première étape s'est ouverte le 1er janvier 1990 et s'est achevée le 31 décembre 1993. Elle a constitué en l'achèvement du marché intérieur, comportant en particulier la libération totale des mouvements de capitaux et des services, condition de la

constitution d'un espace financier unique. Elle a œuvré au renforcement de la coordination économique, par une convergence accrue en matière de stabilité des prix et d'assainissement des finances publiques.

La deuxième étape (1er janvier 1994 - 30 juin 1998) s'est ouverte par la création de l'Institut monétaire européen (IME), destiné à assurer la transition entre le Comité des Gouverneurs des banques centrales et la Banque centrale européenne (BCE). L'IME a piloté le SME et veillé à la convergence des structures économiques des pays membres, qui durent procéder à quatre réductions : du déficit budgétaire, de l'inflation, du taux d'intérêt et de la dette publique.

La troisième phase a consisté en la création d'un Système européen des banques centrales (SEBC) et d'une Banque centrale européenne (BCE); cette dernière, installée à Francfort, a tenu sa première réunion en juin 1998. Cette phase a conduit au passage à l'euro, le 1er janvier 1999. Seuls les pays qui satisfaisaient aux critères définis ci-après ont pu prendre part à cette monnaie unique : déficit budgétaire inférieur à 3 % du PIB, absence de financement du déficit budgétaire, limitation de la dette publique à 60 % du déficit, autorisation d'un écart maximal de 1,5 % pour le taux d'inflation (par rapport aux trois meilleurs parmi les États membres) et de 2 % pour le taux d'intérêt (par rapport aux taux les plus faibles de la Communauté). La Banque centrale est indépendante à l'égard des gouvernements et de la Commission de Bruxelles et ses gouverneurs sont nommés pour un mandat de huit ans non renouvelable. Il lui est interdit de financer des déficits budgétaires de quelque nature que ce soit. Enfin, selon le point de vue allemand adopté à Maastricht, et contrairement à la philosophie du SME, l'UEM est régie par le principe de la non-solidarité financière entre les États nationaux : chaque pays doit supporter seul la charge de son équilibre et l'échec éventuel d'un pays ne doit pas alourdir la charge des pays qui auront réussi. Ce n'est que le 1er janvier 2002 que les pièces et billets en euros, fabriqués durant les trois années précédentes, seront introduits sur le marché.

2.3 Les réalisations de la Communauté européenne

Lorsque l'on évoque les réalisations de la CE, trois sujets viennent à l'esprit : la PAC, les initiatives industrielles et la réduction des disparités régionales.

2.3.1 La question agricole

La crise que traverse le secteur agricole après la Seconde Guerre mondiale, la crainte d'un déséquilibre des marchés et les problèmes sociaux que rencontre la population rurale expliquent l'importance accordée au secteur agricole par le traité de Rome. La Politique agricole commune (PAC), s'est donnée comme objectifs d'accroître la productivité, d'assurer à la CEE la sécurité de ses approvisionnements, de stabiliser les marchés des biens alimentaires, de consolider le revenu paysan et d'assurer des prix de livraison raisonnables aux consommateurs. En reconnaissant un caractère stratégique aux biens alimentaires, la PAC a organisé les marchés agricoles sur un certain nombre de principes : libre circulation des produits ; prix communs ; préférence communautaire, impliquant des prélèvements sur les importations et des restitutions aux exportations ; solidarité financière des pays membres ; intervention sur les marchés par des achats sans limitation quantitative. Le Fonds commun d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) créé en 1962 est l'instrument financier de la PAC. Par ailleurs, pour pallier aux fluctuations monétaires, les États membres ont progressivement instauré des montants compensatoires monétaires agricoles et un «écu vert » pour leurs transactions.

La PAC a produit des résultats spectaculaires, la Communauté est parvenue rapidement à surmonter sa pénurie alimentaire pour atteindre un niveau d'autosuffisance, puis exporter des excédents. La nouvelle PAC, inaugurée en 1985 par le Livre vert et officialisée par le Conseil de

1992 apporte des changements significatifs. Elle tente de limiter le volume des produits soutenus, d'aligner les prix communautaires sur les prix mondiaux, de développer la notion de co-responsabilité des producteurs pour les denrées excédentaires et d'utiliser plus largement le système des aides directes aux revenus. Elle envisage de corriger les excès productivistes de l'ancienne politique : surirrigation, surmécanisation, surfertilisation, en même temps que la pollution découlant de ce type d'agriculture. Pour ajuster l'offre à la demande, un système de gel des terres arables ainsi qu'un régime d'encouragement à la cessation des activités agricoles (préretraite à 55 ans) ont été créés. Des aides sont également accordées aux paysans qui acceptent de se reconvertir à des productions, parfois moins rentables, pour lesquelles la Communauté est déficitaire (graines, tourteaux d'oléagineux). La Commission prévoit en outre des mesures d'accompagnement pour les agriculteurs qui s'engagent à diminuer leur production tout en protégeant l'environnement rural et pour ceux qui souhaiteraient se tourner vers des exploitations forestières.

La PAC va connaître dans les prochaines années de nouvelles réformes avec la perspective de l'élargissement de l'Union aux pays de l'Europe de l'Est, ce qui augmentera de 40 % la surface agricole..

2.3.2 Les initiatives industrielles

L'achèvement du marché intérieur et le problème persistant du chômage ont considérablement stimulé la politique industrielle commune. Le traité de Maastricht fournit une base juridique à la politique industrielle communautaire. Elle vise à améliorer la compétitivité de l'industrie européenne et, par la même, la situation de l'emploi. Généralement parlant, elle comprend : des mesures de politique sociale et régionale (lorsque la reconversion industrielle engendre des situations sociales et régionales inacceptables, comme ce fut le cas en Lorraine par exemple); le développement d'une politique de recherche technologique européenne ; des mesures de politique commerciale extérieure (mesures antidumping, accords commerciaux s'appliquant à certains secteurs).

2.3.3 Les disparités régionales

Des études de la Commission de Bruxelles révèlent que le processus de convergence à l'intérieur de la CEE a été interrompu au cours des années 1970. L'union douanière, en favorisant la concentration des pouvoirs, des espaces et des infrastructures, a renforcé les régions les plus riches.

Les disparités touchent à la structure économique, au niveau de vie, au fonctionnement des systèmes sociaux. Les divergences dans les taux d'épargne et le taux de chômage, dans la formation du capital et de la consommation, dans la répartition de l'emploi reflètent des déséquilibres fondamentaux. Pour introduire des éléments correcteurs dans ce processus, des instruments, connus sous l'appellation de «fonds structurels », ont été créés comme le Fonds européen de développement régional (FEDER).

Enfin, un Fonds de cohésion, entré en vigueur en 1994, vise à faciliter l'octroi d'aides financières dans les États dont le PNB est inférieur à 90 % de la moyenne communautaire, à savoir l'Espagne, la Grèce, l'Irlande et le Portugal.

3 Application aux économies de la région extrême orient.

3.1 Présentation des économies de l'extrême orient

3.1.1 Economie de Corée du sud

Le décollage spectaculaire de l'économie, son taux de croissance soutenu (9 % en moyenne de 1955 à 1990) reposent sur une importante aide américaine au départ, une main-d'œuvre abondante, la pratique de salaires peu élevés. Le rôle de l'État est lui aussi décisif : la planification coréenne est la plus stricte de tous les pays non socialistes. La grande industrie a démarré avec la création d'entreprises publiques (Pohang Steel Corps., Korean Oil Corp.), dont Séoul fixe les orientations, les objectifs et détermine les secteurs prioritaires. La Banque de Corée garde la haute main sur les prêts et allocations accordées à ce secteur.

Depuis 1962, c'est la promotion des exportations qui a guidé l'industrialisation et poussé à la concentration dans les complexes manufacturiers. La pratique systématique de l'emprunt devait toutefois entraîner un fort endettement ; aussi le régime sud-coréen a-t-il décidé d'attirer les entreprises étrangères sous la forme de co-entreprises (à 80 % américaines et japonaises) accompagnées de transferts de technologie. Deux zones franches (Masan et Iri) ont été créées.

Cette industrialisation rapide a permis de freiner le taux de chômage, qui dépasse 2 % en 1994. Plus de la moitié de la main-d'œuvre travaille dans les petites et moyennes entreprises (employant de 5 à 500 employés), qui constituent 96 % des établissements industriels et commerciaux. Mais les conglomérats dominent l'économie : une cinquantaine de grands groupes employaient 42 % de la main-d'œuvre en 1990 et fabriquaient 70 % des produits manufacturés.

Comme à Taiwan, à Singapour et à Hongkong, et en partie au Japon, la mobilisation de l'orgueil national, la réapparition des vieilles fidélités de type confucéen, la propagande constante de l'État, l'accent mis sur les exportations et la volonté d'être à la pointe de la technique caractérisent, et expliquent, la remarquable croissance sud-coréenne.

3.1.1.1 Des contraintes cependant

La remarquable croissance sud-coréenne repose sur des préalables dont certains ne sauraient durer. Parmi les quatre problèmes cruciaux qui se posent au pays à la fin du millénaire, la pratique des bas salaires est certainement le plus sensible au niveau social. C'est justement en réponse à de violentes grèves que la rémunération des travailleurs de l'industrie s'élève régulièrement. Les prix des biens d'usage diminuant, le niveau de vie a tendance à augmenter : en 1980, le prix d'une automobile Hyundai représentait l'équivalent du revenu moyen annuel d'une famille, contre huit mois de ce même revenu sept ans plus tard. Malgré de remarquables résultats sur le plan économique et le maintien d'une croissance soutenue (de 1981 à 1989, le PNB a été multiplié par trois), la Corée du sud, qui a dû revoir à la hausse sa politique salariale, n'échappe désormais plus au spectre de l'inflation (9,5 %) en 1997.

Le rôle prépondérant de l'État a été servi par un autoritarisme accepté seulement au nom de la rivalité avec le Nord, mais cet état d'esprit est en déclin. La rigidité de la législation du travail, les nombreux accidents professionnels, l'inégalité croissante des revenus, les nuisances mal contrôlées sont autant de thèmes récupérés par l'opposition politique. Comme au Japon, la richesse globale du pays n'entraîne pas forcément celle de tous ses habitants.

La dette extérieure a pu paraître «saine » tant que la croissance permettait de la maintenir au niveau du quart du PNB. Depuis 1980, ce pourcentage s'élève, alors que la crise pétrolière avait déjà entraîné une ponction supplémentaire sur le budget. L'État a réagi en suscitant la mise sur pied d'un système bancaire plus libre.

Le succès foudroyant des exportations sont moins chers que leurs équivalents japonais, ont suscité des réserves croissantes de la part des nations industrielles, qui accusent les Sud-Coréens de favoriser chez elles le chômage. Mais le régime de Séoul a su réagir en s'intéressant

aux pays en voie de développement (Afrique, Moyen-Orient), demandeurs d'usines clé en main et de grands travaux.

3.1.1.2 Une industrie de pointe

Ce n'est qu'en 1976 que la part de l'industrie de transformation a dépassé celle du secteur primaire dans le revenu national. La pêche s'est étendue à l'océan mondial et l'aquaculture se développe rapidement. Le pays est autosuffisant en riz et détient l'un des plus gros rendements en grains. L'essor de l'élevage répond à une demande accrue de protéines animales. Le manque de terres est le problème le plus aigu ; comme au Nord, on s'efforce d'en conquérir de nouvelles, aux dépens de la mer, et d'étendre les périmètres irrigués.

L'industrie s'est développée sur trois périodes. Jusqu'en 1970 dominant le textile, les produits alimentaires, le ciment, les engrais chimiques et les produits dérivés du pétrole. À compter du troisième plan (1970) se développe une seconde série d'industries lourdes, situées en amont des premières : pétrochimie, aciéries, constructions navales et automobiles. Les conglomérats prennent alors leur essor : Hyundai, Daewoo, Samsung, Ksec, Posco. À partir de 1980, un troisième étage s'ajoute à l'édifice industriel : les produits à haute technologie. L'industrie électronique ne se contente plus d'assembler les composants japonais : elle les fabrique. La recherche s'étend aux semi-conducteurs et aux biotechnologies. Samsung et Hyundai possèdent des filiales dans la Silicon Valley (Californie). Les technologies américaine et japonaise sont parfois acquises à grands frais. Dans le cadre d'accords fructueux signés avec de grandes firmes nippones ou nord-américaines, la Corée du sud vend de plus en plus d'automobiles et de matériel musical.

Nouveau pays industrialisé, la République de Corée concurrence désormais le Japon sur de nombreux marchés ; il a toutefois fallu attendre 1980 pour que les résultats du commerce extérieur dépassent ceux du marché national. La nature des produits vendus a suivi les stades de l'industrialisation, passant des textiles à l'acier et aux machines et, de plus en plus, aux produits sophistiqués faisant appel aux composants électroniques. Les deux tiers des importations sont consacrés au pétrole. Aux partenaires du début – États-Unis (le quart des importations, le tiers des exportations) ; Japon (28 % des importations et 21 % des exportations) – sont venus s'ajouter d'autres pays asiatiques, l'Europe, et même la Chine depuis les accords conclus avec Pékin au début des années 1990.

3.1.2 Economie du Japon

Les problèmes d'environnement qu'a connus le Japon résultent, en partie, de cette inévitable concentration des activités humaines. Cette concentration est - elle -même source de nuisances, mais, à une quantité de pollution donnée, elle expose un plus grand nombre d'habitants que dans un pays à faible densité. Les facteurs décisifs ont cependant été l'accent mis, dans les années 1960, sur les industries lourdes et chimiques et sur les économies d'échelle ainsi que sur le désordre de l'urbanisation. Toutefois, après une série de scandales, dont le plus grave fut celui de Minamata (pollution au mercure dans les années 1950, entraînant paralysies et malformations), et le vote d'une première loi en 1967, le Japon a accompli un gros effort de réglementation qui a peu à peu ramené les nuisances à un niveau d'ensemble honorable, notamment pour les gaz d'échappement.

3.1.2.1 Industrie

L'ensemble des activités industrielles représentait 41,9 % du PIB en 1993. L'industrie est le fondement de la puissance japonaise ; elle est progressivement passée de la prédominance du quantitatif (les produits lourds, longs, gros, épais) à celle du qualitatif (les produits légers, qui valent surtout par l'originalité de leur conception, leur finition et leur image). Ce mouvement s'est accéléré depuis le premier choc pétrolier en 1973. La stratégie industrielle, qui mise sur

l'innovation et la technologie, repose sur la recherche et le développement, la spécialisation et la délocalisation.

L'activité de recherche et de développement plaçait le pays au premier rang mondial pour le nombre de brevets déposés en 1991. Elle permet le développement constant de nouveaux produits en jouant en permanence sur l'amont et l'aval de la chaîne industrielle, y compris dans l'industrie légère (alimentaire, textile, céramique) ; l'électronique japonaise a ainsi développé les produits grand public (transistors, puis appareils photo, hi-fi, télévision, vidéo), puis, au seuil des années 1980, s'est placée en amont des filières industrielles, dans des secteurs précis comme les semi-conducteurs et le matériel informatique. La spécialisation s'est faite à partir de choix industriels : à commercialiser le premier un certain nombre de produits, le Japon a pu occuper des secteurs bien définis du marché international, qu'un recours systématique à l'innovation lui a permis de conserver. La délocalisation systématique avait un double objectif : abaisser des coûts de production et s'implanter sur des marchés contingentés. La production directe des matières premières et les premières étapes de leur transformation a été graduellement délocalisées ; les firmes japonaises ont abandonné les productions de bas de gamme aux nouveaux pays industrialisés d'Asie (Corée, Taiwan, Hongkong, Singapour) et à l'ASEAN (Association of Southeast Asian Nations), créée en 1967 et qui regroupe la Thaïlande, la Malaisie, l'Indonésie, Singapour, les Philippines et Brunei. Leur dépendance structurelle vis-à-vis du Japon s'est ainsi accrue. De surcroît, des entreprises ont installé des usines dans les principaux pays développés.

3.1.2.2 L'industrie lourde

Le Japon garde, cependant, une puissante base d'industrie lourde (métaux, mécanique, chimie), qui représentait en valeur près des deux tiers de la production industrielle en 1990, contre 45 % de la production industrielle en 1955. Depuis 1973, l'industrie lourde a été restructurée de manière à accroître les économies d'échelle. L'industrie de l'aluminium a été réduite de moitié, et la sidérurgie reconfigurée : important plus de 1 t de minerai de fer par habitant en 1973, le Japon produisait 119 millions de tonnes d'acier et exportait 50 % de sa production ; il ne produisait plus que 99 millions de tonnes et n'exportait que 15 % de sa production en 1993. La sidérurgie japonaise se place cependant au premier rang mondial. Le secteur de la mécanique est le fleuron de l'industrie japonaise : il va de l'automobile (premier rang mondial avec 11,2 millions de véhicules en 1993, soit le quart du total mondial) aux robots industriels (dont la production a progressé de 76 % en valeur entre 1988 et 1991, le Japon disposant du premier parc installé du monde en 1993), des semi-conducteurs et des circuits intégrés (premier rang mondial avec 17,6 milliards de pièces en 1991) aux machines-outils. Ce secteur joue un rôle capital dans les exportations.

3.1.2.3 Les produits porteurs

Pour toute une série de produits de grande consommation, le Japon occupe de loin la première place et domine le marché mondial : ainsi pour les appareils photographiques, les téléviseurs couleurs (10,75 millions d'unités produites en 1993) ou les magnétoscopes (15,84 millions d'unités produites en 1993, plus de 80 % de la production étant exportés). Pour beaucoup de ces produits de consommation, cependant, le Japon se heurte à une double difficulté : la concurrence des nouveaux pays industrialisés, comme la Corée, dans le bas de gamme et la saturation de son propre marché ; aussi la production et les exportations ont-elles baissé en valeur après 1986, après une croissance jusque-là fulgurante. Pour les motocyclettes, qui furent avec les transistors le grand produit d'exportation dans les années 1960, la production n'était plus que de 3,02 millions d'unités en 1993, et les exportations de 1,1 millions, contre 6,4 et 3,9 millions respectivement en 1980.

Ainsi l'industrie apparaît -elle en constante réorganisation, et c'est cette souplesse d'adaptation qui fait sa force principale. Les entreprises disposent en permanence de cellules d'information économique et technologique à l'étranger, qui leur permettent de réagir rapidement aux fluctuations du marché.

3.1.2.4 Échanges

Le commerce extérieur japonais est dans une position paradoxale. Parmi les grands pays capitalistes, le Japon est, après les États-Unis, l'un de ceux où le rôle du commerce extérieur est le plus faible. Par ailleurs, il n'est que le troisième opérateur en volume du commerce mondial (avec 8,4 % des échanges environ en 1993). D'autre part, c'est le premier pays du monde en termes d'excédents commerciaux : 117,7 milliards de dollars en 1993 (362,3 milliards de dollars d'exportations, contre 244,7 milliards de dollars d'importations).

Le commerce extérieur reflète donc la remarquable compétitivité de l'industrie nipponne. Le Japon est en effet le pays du monde où le différentiel de valeur ajoutée entre les produits importés et exportés est le plus élevé. À la différence d'autres grands pays exportateurs, comme l'Allemagne, le Japon importe peu de produits manufacturés (les matières premières représentaient en valeur plus du tiers des importations en 1993). Il exporte, à l'inverse, des produits à forte valeur ajoutée (96 % de ses exportations en 1993). Les exportations sont dominées par l'automobile (17,4 % du total en 1991), la bureautique (7,1 %), les produits chimiques (5,6 %), l'acier (4,3 %), le matériel scientifique (4,1 %), les semi-conducteurs (1,4 %), dont les exportations ont doublé de 1987 à 1990.

Aussi les partenaires commerciaux du Japon (et tout d'abord les États-Unis), vis-à-vis desquels ce pays enregistrait un excédent de 38,2 milliards de dollars en 1991, l'accusent de fermer son marché par des «obstacles non tarifaires », c'est-à-dire par un protectionnisme déguisé : Les ventes d'automobiles au Japon, par exemple, n'équivalent pas au dixième de ses exportations. Le marché intérieur japonais est effectivement d'un accès difficile, avec son réseau de distribution atomisé en une infinité de petits commerces (1,6 millions de détaillants en 1988, soit 132 pour 10 000 h., contre 101 en France) peu enclins à vendre des produits étrangers, soit qu'ils les connaissent mal, soit qu'ils ne vendent que les produits du fabricant japonais auquel ils sont affiliés.

Compte tenu du gonflement régulier de l'excédent commercial depuis 1965 (sauf lors du premier choc pétrolier), le Japon dispose d'une considérable puissance financière, que la hausse du yen au milieu des années 1980 n'a fait qu'amplifier : les investissements japonais à l'étranger, cumulés de 1951 à 1990, atteignaient 310,8 milliards de dollars, dont 42 % aux États-Unis, 19 % en Europe et 15 % en Asie. Au seuil des années 1990, le Japon, dont le PNB représente les deux tiers environ de celui des États-Unis, se retrouvait premier investisseur mondial en termes de flux annuels d'investissement. À l'inverse, les investissements étrangers au Japon, cumulés de 1950 à 1990, n'atteignaient que 18,4 milliards de dollars, soit le seizième des investissements japonais à l'étranger cumulés sur la même période. Ceux -ci sont répartis, en proportions à peu près égales, entre l'immobilier, l'industrie et les services financiers (banques et assurances). Aux États-Unis, le Japon contrôle aujourd'hui plus de la moitié des avoirs bancaires étrangers et plus d'un dixième du total des actifs bancaires. Parallèlement monte la puissance du Kabuto-cho (la Bourse de Tokyo), qui dispute à Wall Street la première place mondiale. La machine économique japonaise reste donc une citadelle.

3.1.3 Economie de Chinois

Le développement des activités productives et leurs localisations ont largement dépendu des choix successifs effectués en matière de stratégie économique et d'orientation politique

générale. Après une période de reconstruction et de mise en œuvre d'un modèle largement inspiré de l'exemple soviétique (1949 -1958), la période du Grand Bond en avant voit l'accentuation de la collectivisation et des essais de diffusion de l'industrie dans l'ensemble du pays, en particulier dans les campagnes. L'échec constaté est suivi d'une période de retour en arrière, qui précède les essais de réforme radicale de la révolution culturelle. Après presque dix ans d'hésitations – marqués par des conflits entre les dirigeants et les décès de Mao Zedong et de Zhou Enlai en 1976 –, une nouvelle politique économique est inaugurée en 1979 : décollectivisation agricole, décentralisation des décisions économiques, ouverture sur l'étranger. Le rythme de croissance, qui au début des années 1990 atteignait des rythmes records (14,2 % en 1992), a ensuite régulièrement baissé pour atteindre 7,1 % en 1999 ; après ce point bas, l'expansion semble de nouveau reprendre, sur un rythme légèrement supérieur à 8 %.

3.1.3.1 Un bilan contrasté

Depuis 1949, la production agricole a augmenté un peu plus vite que la population, malgré quelques années de catastrophes, dues autant aux erreurs d'orientation qu'aux caprices de la nature. Les progrès sont redevables au développement du contrôle des eaux et de l'irrigation, avec notamment les grands travaux réalisés dans la plaine de la Chine du Nord. Plus de la moitié des superficies cultivées sont irriguées au prix d'un énorme travail. Le second facteur d'intensification a été l'utilisation d'engrais chimiques ; l'adoption de semences améliorées a pris du retard, et l'abondance de main-d'œuvre disponible a freiné la mécanisation. Si les tracteurs, et surtout les petits motoculteurs, sont maintenant répandus, ils restent plus utilisés pour le transport que pour les cultures.

Malgré les progrès, de graves difficultés demeurent. La productivité du travail reste peu élevée et beaucoup de paysans ne disposent que de faibles revenus. Les statistiques nationales font état de 25 % de «paysans pauvres », contre 38 % de familles aux revenus moyens, 30 % de paysans dits «aisés » et une petite minorité de «riches ». Les inégalités sont très marquées entre les régions et ne coïncident que partiellement avec la répartition des systèmes de cultures : l'opposition est très nette entre les provinces côtières, surtout celles du Nord où les revenus sont élevés, et l'intérieur de la «Chine des cultures ». Les oasis du Nord-Ouest fournissent aussi des revenus corrects aux agriculteurs.

Les possibilités d'amélioration des ressources agricoles étant limitées, les Chinois cherchent de plus en plus à développer d'autres activités dans les régions rurales (commerce, artisanat, petite industrie diffuse).

3.1.3.2 Industrie

Le régime communiste a, dès le début, cherché à doter la Chine d'une gamme complète d'industries, afin d'en asseoir l'indépendance économique. Ce choix est d'ailleurs assez logique pour un aussi grand pays. La progression de ce secteur, qui fournit une centaine de millions d'emplois, a été importante, puisque la part de l'industrie dans le revenu national est passée de 12 % en 1950 à 40 % en 1994 . Cependant, en valeur, la production industrielle reste encore inférieure à celle des grandes puissances occidentales. La qualité des produits demeure, en outre, médiocre ; beaucoup ont, par exemple, acquis la réputation de mal vieillir.

Le secteur étatisé regroupe une centaine de milliers d'usines employant plus de cent ouvriers. À côté du secteur d'État ont toujours existé des formes d'industries moins centralisées, gérées par des coopératives ou par les autorités provinciales et locales. La récente réforme économique a conduit au développement de ces dernières formes de propriété industrielle, et la gestion du secteur d'État a été profondément transformée : à des décisions centralisées et à des prix fixés à l'échelle nationale par le gouvernement, on a substitué un système qui laisse plus de responsabilités aux dirigeants des entreprises et qui fait jouer les mécanismes du marché dans la

formation des prix. Si les Chinois ont renoncé à la généralisation de petites unités sidérurgiques dans les campagnes tentée avec le Grand Bond en avant, ils continuent d'essayer de développer l'industrie rurale, sur l'initiative de petits entrepreneurs locaux individuels. Les investissements étrangers ont été encouragés, ceux des grandes compagnies multinationales comme ceux des «Chinois d'outre-mer », émigrants enrichis par leurs activités dans leurs pays d'accueil. La priorité longtemps accordée à l'industrie lourde devient moins exclusive, et la part des activités produisant des biens de consommation est devenue prépondérante.

Les variations d'implantation géographique rendent compte des différentes phases de cette politique industrielle. La Chine de 1949 a hérité d'un secteur industriel insuffisant, essentiellement installé dans quelques grandes villes de la côte et de la vallée du Yangzjiang, et par ailleurs ouvert aux étrangers installés dans des «concessions ». Dans le Nord-Est, les Japonais, maîtres de la Mandchourie, avaient créé une importante base sidérurgique fondée sur les mines de fer et de charbon (notamment à Anshan). L'étape de la première industrialisation s'est traduite par un déplacement des industries vers l'intérieur du pays, avec pour triple objectif la mise en valeur des ressources minérales nouvellement exploitées, la réduction des inégalités régionales et la protection des usines, des attaques étant redoutées de la part des États-Unis, puis de l'URSS. Cette politique a eu pour effet de façonner de nouvelles régions industrielles, comme celle de Pékin-Tianjing (sidérurgie, textiles, mécanique, électronique), et une série de centres plus isolés, davantage situés dans le Nord et le long du Yangzjiang que dans le Sud. Ainsi sont apparues les spécificités industrielles de villes comme Xi'an (métallurgie, chimie), Lanzhou (chimie, textiles), Zhengzhou, Chengdu, Kunming. Dans l'Ouest, les gisements de pétrole n'ont pas donné naissance à une industrie importante, sauf à Urumqi (textile).

Depuis 1979, l'ouverture aux investissements étrangers a conduit à un «retour vers les côtes ». La façade littorale a été équipée d'une série de «ports ouverts », tandis que se multipliaient des zones franches et des zones économiques spéciales (ZES) où une grande liberté est laissée aux compagnies étrangères et aux Chinois d'outre-mer de créer des usines de biens de consommation, exportés pour une large part. Ainsi s'est développée une longue chaîne de centres industriels (tous les 200 ou 300 km environ), et les vieilles villes manufacturières littorales, comme Shanghai, ont pu connaître un nouvel essor. Les nouvelles implantations les plus puissantes sont localisées dans le Sud, comme Shenzhen, qui profite de la proximité de Hongkong ou d'Amoy. Cet «aller et retour » de l'industrie a entretenu un fort contraste entre les régions industrialisées du Nord-Est et celles de la côte orientale avec la Chine intérieure. Cette dernière conserve quelques centres notoires et surtout un grand nombre de petites unités dispersées, notamment dans les campagnes. Dans l'ensemble du pays, on compte près de 130 000 mines et carrières et 60 000 usines de transformation de produits alimentaires. Or beaucoup de ces unités s'avèrent trop petites pour être vraiment rentables. Enfin, la politique des autorités provinciales, qui désirent attirer des activités industrielles, conduit à des choix de localisation parfois peu rationnels du point de vue économique.

3.1.3.3 La libéralisation du commerce

L'organisation de la distribution a longtemps été un point faible de l'économie chinoise, car les activités de commerce et de transport non directement productives étaient jugées secondaires. L'État a contrôlé jusqu'à plus de 90 % du commerce de détail, avec un réseau insuffisant de magasins d'État ou coopératifs dans les zones rurales.

Le commerce se prêtant particulièrement mal à la gestion centralisée, il n'est pas étonnant que le gouvernement ait renoncé à son contrôle dès le début de la période de réforme économique. L'initiative privée a donc été préservée dans ce domaine plus que dans tout autre ; les petites boutiques, les vendeurs de rue et les marchés ruraux sont réapparus massivement,

suscitant de nombreuses créations d'emploi. Cependant, ce phénomène est plus marqué dans les régions rurales que dans les villes. Les Chinois ont cherché, parallèlement, à développer un réseau bancaire moderne pour assurer le financement de ce nouveau secteur privé.

L'évolution du commerce international reflète celle de l'ensemble de l'économie. Les exportations de produits agricoles (thé, coton, soja) sont passées de plus de 50 % en 1950 à moins de 15 % au début des années 1990. Elles ont d'abord été relayées, à partir des années 1960, par celles des produits de l'industrie légère et, beaucoup plus récemment, par celles des produits de l'industrie lourde. De même, la structure des importations a d'abord traduit les besoins de la Chine en biens d'équipement avant d'exprimer ses besoins en matières premières. Les importations de biens de consommation ont toujours été limitées ; elles représentent moins de 20 % des achats extérieurs depuis 1970.

3.2 Le mouvement de l'économie dans l'extrême orient

3.2.1 Leçons de libre-échange de la Chine- ASEAN

Le Septième sommet ASEAN rencontrant tenu en novembre l'année dernière a approuvé une proposition pour établir un Secteur de Libre-échange de l'ASEAN-CHINE (FTA) dans 10 ans. L'idée, qui prendra au commencement la forme d'une structure de coopération entre la Chine et les pays ASEAN, a été saluée avec enthousiasme par le Premier ministre chinois Zhu Rongji à la réunion dans Darussalam, Brunei. L'établissement d'un FTA est un pas économique et politique énorme. Comme démontré par l'importance en croissance de l'Accord de Libre-échange ASEAN (AFTA), la création d'un FTA peut avoir des implications sérieuses - et positif et négatif - pour des Etats membres. Ce n'est pas certainement une décision qui peut être prise légèrement.

La vitesse avec laquelle l'Association des nations de l'Asie sud-est s'est embarquée à la liaison de Chine-ASEAN proposée lève la question de si on a donné la considération suffisante aux dépenses probables et les bénéfices de FTA proposé. Est-ce que la proposition est basée sur le raisonnement économique du son ou est-ce que c'est une réaction spontanée aux événements immédiats ? Les experts sont dans le large accord que la Chine réalisera le statut de puissance économique dominant de la région dans la décennie suivante. En toute probabilité, la Chine remplacera le Japon comme la centrale électrique économique de l'Asie à l'année 2010. Pendant les deux dernières décennies, Chine a posté les taux historiques de croissance économique, faisant la moyenne 10 pour cent par an pendant la période. Des réformes économiques lancées par Deng Xiaoping commençant à la fin des années 1970 mettent en mouvement un processus de transformation économique analogue à l'expérience du Japon dans les années 1950. À ces taux de croissance, Chine, comme le Japon dans la période précédente, double son revenu national chaque sept ou huit ans. Une des conséquences importantes de modernisation économique en Chine est que le pays a remplacé ASEAN comme la destination la plus désirable en Asie pour l'investissement direct étranger (FDI). La baisse des taux de nouveau FDI dans les pays ASEAN a été accompagnée par une hausse stupéfiante des volumes et l'importance de FDI en Chine. FDI en Chine s'est élevé à 41 milliards de \$, en 2000, selon UNCTAD, tandis que l'année dernière de nouveaux flux ont diminué à 32 milliards de \$. La valeur d'exportations chinoises l'année dernière s'est élevée à 190 milliards de \$ par an et le pays tient des réserves de change plus de 203 milliards de \$. Remarquablement, cette performance économique en suspens n'a pas encore abouti à l'instabilité sociale et politique. Dans l'histoire récente de la Chine, cela contraste brusquement avec l'expérience de la Russie Soviétique pendant les réformes de Gorbatchev dans les années 1980. La perestroïka et la glasnost, le programme ambitieux de Gorbatchev de réformes économiques et politiques, sont venus à une fin avec la désintégration de l'Union soviétique et l'écroulement suivant de l'économie russe et le niveau de vie en Russie et les autres

anciennes républiques Soviétiques. Le défaut de 1998 de la Russie sur ses obligations étrangères a symbolisé la chute de l'ancienne Union soviétique de la superpuissance au statut de pays en développement.

En attendant, la stratégie gradualiste de la Chine, dans laquelle des réformes économiques ont précédé le changement politique, a jusqu'ici succédé au-delà de même aux prédictions les plus optimistes du début des années 1980. De cette perspective, l'ordre de réformes économiques et politiques en Russie et la Chine tient des leçons importantes pour l'Indonésie. D'un air important, l'approche de la Chine à son régime de change et le taux de change a été caractérisée par l'avertissement extrême. Malgré la pression massive des institutions financières internationales, en particulier au moment de la crise financière de L'Asie orientale de 1997/98, la Chine a continué à intervenir systématiquement pour défendre la valeur d'yuan et a résisté aux appels de s'ouvrir le capital estimé et permet la pleine convertibilité de la monnaie. Les autorités monétaires de la Chine ont démontré une compréhension claire du principe que la libéralisation financière doit être précédée par la libéralisation du côté réel de l'économie. Des réformes de secteur financières sont seulement viables sur la base des augmentations précédentes et substantielles de la productivité de secteur réelle, des surplus commerciaux et l'accumulation de réserves de change. Les changements du régime de change et la libéralisation du compte de capital peuvent seulement être considérés une fois que ces choses préalables sont en place. Ces pas ont créé un amortisseur contre des chocs externes et des attaques spéculatives sur la monnaie. La capacité de la Chine pour résister aux menaces spéculatives à court terme est donc beaucoup plus forte que les pays asiatiques affectés par la crise financière récente, en particulier les pays ASEAN.

L'ordre de libéralisation en Indonésie était précisément l'opposé de cela entrepris par la Chine. Quand alors le Ministre des Finances J.B. Sumarlin a fièrement dévoilé l'accélération de la libéralisation financière de l'Indonésie en octobre 1988 - maintenant largement surnommée Pakto 88 - le côté réel de l'économie apparaissait juste d'une récession sérieuse et était toujours extrêmement fragile. La prolifération de centaines de nouvelles banques après le Pakto 88 a été insuffisamment financée, sous-habile et non soutenue par la surveillance de banque centrale efficace. Quand la bombe à retardement éclatée en 1997 la plupart de ces banques s'est effondrée, menant à la désintégration du système financier national, la volatilité macro-économique et l'écroulement de l'économie réelle. Autrement dit, de la perspective de la promotion d'investissement, l'accélération de croissance économique, la stabilisation macro-économique et la transformation structurelle, l'Indonésie a beaucoup pour apprendre de l'expérience chinoise.

L'exécution supérieure de la Chine pour la durée de plus de deux décennies a des implications importantes pour le secteur de libre-échange de la Chine-ASEAN proposé. Par exemple, des évaluations récentes suggèrent que les dépenses industrielles de la Chine soient sur l'ordre de 30 à 40 pour cent moins que l'Indonésie. Ce fait seul suggère que les pays ASEAN doivent continuer l'avertissement. Les dépenses industrielles basses de la Chine reflètent les coûts de la main-d'œuvre bas du pays et la meilleure capacité technologique. La taille du marché intérieur et l'intégration économique interne plus grande signifie que l'industrie chinoise moins dépend de finances étrangères et des entrées importées. De plus, la construction projetée du réseau ferroviaire de la Chine du sud s'étendant de Kunming au Laos, le Cambodge, le Viêt-Nam, la Thaïlande et la Malaisie à Singapour réduira des dépenses de transport pour les exportations de chinois des marchandises finies aux pays ASEAN par au moins 10 pour cent. Les effets combinés de ces avantages de coût contribueront à l'inondation de marchandises chinoises dans des marchés d'ASEAN. Ces effets sont en effet déjà sentis dans tous les pays ASEAN. Le FTA proposé l'inclusion de la Chine et les pays ASEAN augmenterait des exportations chinoises à

ASEAN. Encore il y a peu de raison d'attendre une augmentation d'investissement chinois dans des industries ASEAN sur l'arrivée 10 ans à l'exception de la ressource naturelle des industries basées, en particulier l'énergie. Autrement dit, l'Indonésie et ASEAN augmenteraient la taille du marché d'exportation de la Chine au cours de la décennie venante tandis que les bénéfices économiques potentiels aux pays ASEAN resteraient assez limités. La raison est que les relations de commerce de Chine-ASEAN sont fondamentalement compétitives plutôt que complémentaires. Il y a bien sûr l'Indonésie exporte ces besoins de Chine, mais ceux-ci sont largement limités à l'énergie et d'autres produits primaires comme l'huile de palme. La libéralisation de commerce dans ces matières premières n'augmenterait pas la position du marché de l'Indonésie. Bref, l'Indonésie doit s'approcher de la question (publication) d'intégration économique avec la Chine avec l'avertissement extrême. En effet, étant donné la structure de l'Indonésie de production le pays a plus pour gagner d'accords commerciaux avec d'autres pays et des régions, spécifiquement ceux qui sont complémentaires plutôt que compétitif dans la nature. Le gouvernement doit entreprendre une étude approfondie des dépenses potentielles et les bénéfices de tous les accords commerciaux, y compris la Chine-ASEAN proposée FTA. La considération prudente de bénéfices potentiels du commerce accru nous aiderait à donner la priorité à notre ordre du jour commercial en termes conceptuels et stratégiques et nous empêcherait de faire des obligations sur la base des réactions irréfléchies aux événements à court terme.

3.2.2 Une perspective positive de placement en Chine

On s'attend à ce que la croissance économique reste fort en Chine, s'étendant entre la croissance de 7.3-7.6 pour cent par an pendant les 5 suivants ans. C'est significativement plus haut que la croissance attendue dans d'autres pays du Pacifique d'Asie, excédant prédit même pour la Corée du Sud. Le développement continuera en grande partie à être dans l'infrastructure et la technologie, cependant le Gouvernement chinois a commencé à détendre des restrictions de sociétés étrangères dans des télécommunications, CELA, des opérations de banque et des finances, l'assurance et des services d'affaires.

Ces secteurs ont traditionnellement occupé une grande proportion de catégorie un espace de bureau dans d'autres villes dans la région. À Hong-Kong, par exemple, les opérations de banque et des finances et des sociétés de services d'affaires constituent grossièrement 70 pour cent des locataires occupant la catégorie un espace dans le centre commercial central. À Beijing et Shanghai, ces industries occupent approximativement 30-40 pour cent d'espace de bureau principal. Ces industries continueront à grandir en Chine et la demande de bureau est prévue pour rester robuste en conséquence.

Bien qu'il y ait toujours beaucoup d'obstacles pour surmonter en investissant en Chine, les perspectives futures pour le placement en Chine semblent très prometteuses. Au marché de bureau par exemple, Cushman et des retours de prévisions de Wakefield pendant les 5 suivants ans pour Beijing et des marchés de Shanghai feront la moyenne grossièrement 8 pour cent et 13 pour cent par an. Ces retours sont semblables aux niveaux enregistrés dans les années 1990 malgré le climat économique récent et aussi au-dessus des retours projetés pour la plupart des autres emplacements asiatiques principaux. La Chine devenant un membre de l'OMC signifie essentiellement que le pays a consenti à niveler le terrain de sport pour des affaires et locales et internationales. Et en embrassant des procédures de gestion mondiale, cela aidera à faire la Chine "plus amicale à investissement aux investisseurs étrangers, en particulier pour de nouveaux participants au marché.

3.2.2.1 La diversification réduit la volatilité du marché

Comme avec n'importe quel investissement prudent, il y a des bénéfices à la diversification de votre portefeuille d'investissements à travers la région. Si un investisseur a investi dans le continent le marché de bureau de la Chine pour des villes comme Beijing et Shanghai, ils auraient pu recevoir les retours de 10 pour cent par an ou plus haut. Cependant, étant dans le même pays et exposé aux conditions semblables du marché, les retours de bureau ont eu tendance à se déplacer dans le tandem. Comme une conséquence, un investisseur aurait été exposé à la diminution qui est arrivée à ces marchés dans le milieu des années 90. L'exposition de risque semblable serait arrivée faisaient le même investisseur mettre leur argent à Bangkok, Singapour et Kuala Lumpur.

Bien sûr, l'investisseur plus prudent aurait pu réduire au minimum leur exposition pour commercialiser des diminutions en ayant un mélange de portefeuille plus divers. Cela pourrait avoir été réalisé en soi en investissant dans un portefeuille de marchés de bureau à Shanghai, Séoul, Singapour et Hong-Kong. En analysant des fluctuations passées du marché, notre matrice covariance indique qu'il y avait des occasions de réduire au minimum la volatilité du marché par le placement dans une combinaison d'emplacements. Bien que l'on puisse vouloir investir différemment à travers des actifs différents, des segments du marché et des emplacements pour réduire leur exposition pour commercialiser la volatilité, on ne peut pas être capable d'éviter ou réduire le risque associé au placement dans un pays spécifique.

3.2.2.2 Risque de niveau de pays

Par le pays nivellent le risque, nous voulons dire des facteurs touchant aux conditions sociopolitiques (par exemple la corruption, des cartels, le nationalisme), commercialisons la taille (importons par exemple le potentiel, le PRODUIT INTÉRIEUR BRUT par personne, la population) et la dynamique économique (c'est-à-dire le potentiel pour le changement économique). Malgré l'entrée d'OMC, le risque de Chine est toujours significativement plus haute que ces marchés établis comme Hong-Kong, Singapour et le Japon. Sur le front sociopolitique, le gouvernement chinois a toujours beaucoup de questions pour résoudre, comme la sophistication complète de la communauté d'affaires/ d'investissement, la corruption, la bureaucratie et des questions sociales.

Pour la région dans l'ensemble, nous avons vu qu'historiquement il y a eu un rapport fort entre des retours de marché de bureau et la croissance économique. Si ce rapport doit continuer et nous croyons que la plupart des économies asiatiques rebondiront un jour ou l'autre à la fin de 2002, donc est maintenant un bon temps pour explorer le marché pour des bons produits d'investissement. Il y a certainement beaucoup de frénésie sur la Chine actuellement, mais il y a aussi l'occasion réelle. Le problème cependant se trouve souvent dans les gens des espérances, qui sont souvent beaucoup trop hauts, en particulier pour l'investisseur inexpérimenté.

L'auteur est le directeur général de Cushman et la Corée Wakefield, établie en 1999. Cushman et Wakefield, a fondé plus d'il y a 80 ans, est une société dont l'actionnaire principal est le groupe Rockefeller et est une des agences immobilières principales aux Etats-Unis.

3.2.2.3 Son plein potentiel comme un membre d'OMC ?

L'optimisme distinct s'est répandu dans le discours de Zoellick comme il a fait une comparaison entre le trou lié au développement de Ghana et la Corée du Sud dans leur transition aux économies de marché. Le plus notablement, "En 1967, le revenu par habitant de la Corée du Sud était 550 \$ ajusté d'inflation et le Ghana était 800 \$. Pendant les 30 suivants ans, la Corée du Sud a mis en œuvre une série de réformes économiques domestiques," il a dit et "le revenu par

habitant de la Corée du Sud avaient déferlé à 10,360 \$ - un chiffre qui grandira même plus rapidement une fois que la Corée du Sud ouvre certains des secteurs fermés de son économie." Zoellick a continué à noter que le revenu par habitant de Ghana était tombé à 370 \$. De la même façon en Chine, nous avons été témoin de la hausse météorique de revenu par habitant depuis la mise en œuvre des réformes économiques de Deng Xiaoping comme la Chine s'est élevée de son état économique autarkic.

Mais qu'arrivent dans le contemporain la Chine n'est rien sauf l'expérience économique et politique la plus ambitieuse. De construire le Trois Barrage de Gorges, le plus grand projet hydroélectrique dans le monde, à la tolérance en croissance de critique de la direction par des intellectuels et l'élite, nous sommes témoin d'un changement de dimensions tectoniques dans le paysage politique de la Chine. Les réformateurs en Chine ont probablement gagné le jour avec les triomphes de jumeau d'accession à l'Organisation Commerciale du Monde (l'OMC) et la garantie des Jeux olympiques 2008 D'été, qui jeteront le rayon de projecteur sur la Chine pour le monde pour voir et scruter.

Les questions structurelles que les visages de Chine aujourd'hui et dans le proche avenir sont monumentaux dans la portée et la profondeur. Tandis que la Chine doit lutter avec une série de défis, trois publications principales sont les plus en vue. D'abord, il y a le chômage effréné qui plane actuellement à 10 pour cent, qui égalent environ 120 millions quotidiennement la recherche du travail. Par voie de l'illustration, imaginez presque la moitié de l'Amérique étant en chômage à n'importe quel temps donné. Même avec la relocalisation et des restrictions de voyage domestiques, Beijing a perdu la trace de l'emplacement de ces chômeurs.

Deuxièmement, quand la Chine entre formellement à l'OMC, il doit entièrement introduire progressivement les dispositions de commerce plus libéralisé avant 2005 - une tâche que quelque crainte d'analystes ne peut pas se réaliser complètement. On l'attend à ce que les fermetures massives d'entreprises publiques s'ensuivent tandis que des sociétés de gestion d'actif quasi du gouvernement porteront le coup principal de portefeuilles de prêt non-exécutants. Sans plan de pension fiable (bien que bientôt, on s'attend des revenus d'INTRODUCTION EN BOURSE de sociétés appartenant à l'état pour au commencement ne financer des pensions), aucun système de Sécurité sociale solide et aucun potentiel pour recycler des ouvriers, la Chine mis - d'ouvriers posera un moyen - à la menace à long terme à la stabilité sociale en Chine. Ce dilemme de libéralisation commerciale de la nouvelle limite de garde contre les promesses de protection sociale de la vieille garde est peut-être l'aspect le plus pernicieux qui menace la stabilité, non seulement en Chine, mais partout en Asie.

Le troisième, la Chine fait continuellement face à la sécheresse extrême dans la région du nord - son centre industriel - et à l'année on s'attend à ce que 2010 ait un déficit annuel de 87,441 gallons d'eau. Au contraire, le sud de la Chine fait face aux inondations massives qui ruinent la récolte et aboutissent aux centaines de morts par an. Les conséquences économiques ne sont pas insignifiantes pour la Chine comme il réduit le produit national brut par 35 milliards de \$, selon des évaluations officielles, en raison de la capacité industrielle perdue au nord et des ventes de récolte au sud.

Que nous devons faire de la Chine, que certains ont attachée comme symbolique du Dragon de réveil ? Il y a toujours eu cette notion mythique attachée à la vue Occidentale de la Chine datant des jours de missionnaire. S'il devait convertir des centaines de millions de non-chrétiens ou capitaliser sur un milliard de consommateurs, les restes de charme une image très puissante et persuasive. Mais ces perceptions induisent potentiellement en erreur les caricatures de société chinoise qui continue à résonner à l'Ouest. Malgré le succès financier de la Chine et l'immunité apparente pendant la crise financière asiatique 1997, la Chine reste un pays

extrêmement appauvri avec un revenu national brut de 780 \$. Certes, il y a une jeune élite en croissance, qui est plus cosmopolite et mieux instruit. Ils cherchent les attributs de richesse et le luxe dans des certains produits Occidentaux qu'ils peuvent maintenant se permettre. Mais c'est un phénomène ces automnes dans le royaume d'exclusivité parmi les villes côtières prospérantes, qui représentent une petite fraction de la population entière de Chine. Les 800 millions de paysans ont dispersé plus d'un million de villages veulent des routes pavées, des puits d'eau douce ont placé tout près de la maison et l'accès aux soins médicaux, tout d'abord.

Dans la fin, nous pouvons nous attendre à ce que la Chine soit plus sensible aux demandes inhérentes de la communauté internationale. Et comme la Chine investit les milliards de dollars nécessaires d'être l'hôte consommé à la communauté mondiale en 2008, la tendance à long terme n'est pas comme clair : verra-t-on des réformateurs en Chine comme le baromètre de l'avenir de la Chine ou les obstacles au développement noieront-ils des voix mêmes dont la Chine doit survivre au 21e siècle ? L'une ou l'autre voie, pendant les cinq suivants ans, nous serons témoin d'un changement de mer aux eaux inexplorées et potentiellement brutes en avant.

3.2.2.4 Défis pour la Chine comme un membre d'OMC

À un déjeuner récent à Washington, Robert Zoellick, les Etats-Unis font le commerce du représentant, a décrit sa vision pour l'avenir de l'Organisation Commerciale du Monde comme lui et son équipe préparée pour la réunion ministérielle dans Doha, Qatar ce mois.

Tandis que la menace sous-jacente de terrorisme dans Doha aux fonctionnaires américains a semblé éclipser raison de la réunion d'être, les mots de Zoellick ont répercuté l'importance de libre-échange à une période où des économies locales sont tentées de créer des barrières pour délivré le commerce. De plus, facilitant le commerce était le moyen de nier des terroristes un de leurs buts d'inciter la crainte.

La réputation de Zoellick, nous savons, est un d'un homme d'action éminemment sensé et le penseur donc il n'était pas surprenant qu'il n'avait pas peur de choisir n'importe quel pays, dans ce cas, Japon, pour sa réticence à plus loin ouvrir ses marchés. Mais la question d'ouvrir des marchés vient à la fois quand la Chine et Taiwan deviendront les membres de l'OMC en novembre. Cela prie une question importante qui est facilement laissée échapper dans l'assaut fou pour établir la part de marché en Chine : Font les obstacles structurels dans l'économie de la Chine empêchent

3.3 La croissance de l'économie en Corée du sud dépend de la FTA (Free Trade Agreement – Accord de libre échange)

3.3.1 Volume commercial en plein explosion en 2000

Le volume commercial de la Corée, en 2000, était le 13ème plus grand dans le monde avec 172.3 milliards de \$ dans des exportations et de 160.5 milliards de \$ dans des importations selon l'Organisation mondiale du Commerce (l'OMC). La chiffre d'exportation de la Corée était la 12ème la plus grande tandis que les importations ont fini 13ème pour un classement complet de 13ème.

En attendant, les exportations de service de la Corée l'année dernière se sont respectivement élevées à 29.2 milliards de \$ et importent 33.4 milliards de \$ pour se classer 14ème et 11ème dans le monde. La croissance complète dans le volume de production de marchandises et des chiffres commerciaux était la plus haute l'année dernière, avec les augmentations de 4.5 pour cent et 12 pour cent, respectivement selon le rapport de bureau de l'OMC. D'après le contraste, l'exécution de cette année sera la considération beaucoup plus mauvaise la récession d'économie mondiale, dulcifié des secteurs de technologie de l'information dans le monde entier et les Etats-Unis et la tendance de réduction d'importation de l'Union

européenne. Le bureau de l'OMC a prévu que la fin de chiffre d'année pour la croissance de volume commerciale peut s'élever juste à 2 pour cent, cinq points de pourcentage moins que 7 pour cent à l'origine prévus. Particulièrement l'exécution commerciale des nations Nord-américaines sera au-dessous de la moyenne internationale et le Japon peut même voir la croissance négative.

Environ 40 % des 500 plus grandes sociétés du monde ont des succursales en Corée, montrant ainsi que la Corée est de plus en plus reconnue comme un marché attractif pour l'investissement. 197 du sommet 500 sociétés internationales ont investi un total de 14.1 milliards de \$ dans 607 sociétés coréennes, composant ainsi 18.4 pour cent de total l'investissement direct étranger (76.6 milliards de \$). La moyenne d'investissement par société est calculée à 70 millions de \$ et le nombre moyen de sociétés participant dans les investissements était 3.1. Par la nation, il y a 66 sociétés américaines fonctionnant en Corée, 54 japonais, 20 Hollandais et 15 Allemand.

Le rapport a plus loin montré que l'investissement par des pays d'Union américains et européens pris remarquablement après la crise financière 1997, tandis que le Japon a investi fermement depuis les années 1960. Il est révélé aussi que 81 pour cent de tous les investissements du sommet 500 sociétés, que le total 11.4 milliards de \$, ont été faits après 1990. En attendant, un rapport séparé a montré que 159 du sommet du monde 500 sociétés a des bureaux en Chine, un pays considéré comme le concurrent le plus grand en Corée en termes d'investissement direct étranger de ce point sur.

Selon le bureau commercial chinois à Beijing la semaine dernière, des 159 sociétés, 19 ont construit les branches chinoises qui sont plus grands que le quartier général des sociétés. En prouvant plus loin que la Chine monte comme un marché étranger principal d'investissement, le bulletin d'informations chinois a dit que le nombre total des succursales de sociétés internationales dans le pays s'est étendu 10,380 à partir de la fin d'année dernière. De ceux-ci, 816 a été établi l'année dernière. L'année dernière, Beijing a donné l'opération permet à 1,147 sociétés qui ont le capital étranger dans eux. La quantité totale d'investissement est 10 millions de \$ et c'est une augmentation de 28.6 pour cent de 2000.

3.3.2 La Corée, les leaders économiques du Japon ont exigé l'appui pour FTA

Les leaders économiques de la Corée et le Japon ont exprimé le plein appui pour un accord de libre-échange proposé (FTA) entre les deux pays et ont pressé leur gouvernement respectif de travailler ensemble pour atteindre un règlement. Le premier jour du Japon de Corée de deux jours FTA le Forum D'affaires à un hôtel de Tokyo, les représentants des sociétés et les organisations d'affaires de tous les deux pays ont échangé des vues sur le besoin de l'accès commercial et plus grand plus libre du marché. Les participants projettent aussi au projet d'une déclaration vendredi appelant à une résolution prompte à la question de FTA, qu'ils ont dite augmenteraient le commerce à travers le Détroit de la Corée et profiteraient à tous les deux pays.

Séparément, des cadres coréens et des savants dans le sous-comité de technologie de l'information ont souligné le potentiel pour des liens plus proches dans le secteur rapidement en croissance. Yun Chang-dan, un chercheur pour l'Institut de Corée de Politique économique Internationale (KIEP) et Choi Jeune-jin de Posdata a mis en évidence les bénéfiques qui pourraient être tirés de la coopération dans le CELA et des secteurs de commerce électronique. Ils ont avisé que les deux côtés commencent par un traité bilatéral d'investissement et permettent à l'accès plus libre pour des sociétés de participer aux projets du gouvernement et des offres.

Le président de la Chambre de commerce et d'industrie de la Corée (KCCI) et les membres de la délégation coréenne à 19 hommes, a dit que malgré beaucoup d'obstacles pour un FTA, il est remarquable qu'il y a un consensus en croissance qu'une telle entente profitera à toutes

les parties. Il a dit que la réalisation doit mettre la base pour des négociations futures. KCCI des Fonctionnaires et des sources du gouvernement à Séoul et Tokyo ont dit que la disparité dans des droits de douane et des déséquilibres commerciaux fait un règlement FTA rapide difficile, quoiqu'ils aient dit qu'il doit être laissé comme une possibilité distincte d'améliorer des relations bilatérales.

3.3.3 Accord de libre-échange trilatéral vu pour profiter en Corée, la Chine, le Japon

Des bénéfices économiques seront plus grands si la Corée, la Chine et le Japon concluent un accord de libre-échange trilatéral (FTA) plutôt que s'ils font FTAS bilatéral séparément, un rapport par l'Institut de recherches Économique et Social (ESRI) du Japon. Un pacte de libre-échange trilatéral parmi la Corée, la Chine et le Japon lèverait le PRODUIT INTÉRIEUR BRUT réel de la Corée de 3.2 pour cent, 1.3 pour cent de la Chine et 0.2 pour cent du Japon. Aussi, FTA à trois voies apporterait des bénéfices économiques valant 12.7 milliards de \$ en Corée, 820 millions de \$ en Chine et 12.3 milliards de \$ au Japon. Le rapport sera présenté à un forum à être tenu aujourd'hui à l'Hôtel Marriott à Séoul où les chercheurs de l'Institut de Corée pour la Politique économique Internationale (KIEP), le Centre de recherches de Développement de la Chine (DRC) et l'Institut de recherches Économique et Social (ESRI) du Japon discuteront des façons d'augmenter des relations commerciales parmi les trois pays.

L'ESRI est un institut sous le Bureau de Cabinet du gouvernement japonais. Le rapport a comparé les bénéfices économiques qui s'accumuleraient à chacun des trois pays s'ils poursuivent FTA trilatéral ou séparent FTAS bilatéral. Dans le cas d'un FTA entre la Corée et le Japon, il lèverait le PRODUIT INTÉRIEUR BRUT réel de la Corée de 1.1 pour cent et y apporterait des bénéfices économiques valant 3.7 milliards de \$. D'autre part, la connexion bilatérale créerait seulement la valeur économique valante de 2.2 milliards de \$ pour le Japon, sans faire n'importe quelle contribution à sa croissance de PRODUIT INTÉRIEUR BRUT. Il réduirait les bénéfices économiques de la Chine par 300 millions de \$, le rapport a dit. Si la Chine et le Japon forment un pacte de libre-échange, ce sera évidemment avantageux aux deux pays. Encore la Corée doit subir des rechutes dans la croissance et économique et des bénéfices économiques en raison du pacte. En attendant, formant un FTA parmi les membres de l'Association de Nations de L'Asie orientale du Sud (ASEAN) plus 3 - la Corée, le Japon, la Chine - fournirait des bénéfices plus économiques aux parties concernées. Sous le scénario, le PRODUIT INTÉRIEUR BRUT réel de la Corée grandira de 3.7 pour cent, la Chine de 1.5 pour cent et le Japon de 0.3 pour cent. La zone économique ASEAN profiterait le plus - à une croissance de 8.6 pour cent dans le PRODUIT INTÉRIEUR BRUT réel.

En attendant, KIEP conseillé dans son rapport que la Corée poursuit des liens bilatéraux avec la Chine et le Japon, respectivement, en cherchant FTA trilatéral avec tous les deux des pays, étant donné qu'un pacte commercial à trois voies prendrait du temps pour se former. Il a proposé cinq secteurs - la logistique, l'énergie, l'environnement, la culture et le tourisme - où les trois pays peuvent promouvoir la coopération. Il a aussi appelé à l'établissement de canaux de dialogue aux niveaux scolaires et privés, du gouvernement. Dans un rapport séparé, DRC de Chine a insisté pour que des discussions commerciales possibles parmi les trois pays doivent être résolues par la coopération, plutôt que des procédures de règlement de discussion Occidentales stylisées.

Conclusion

Après la 2^{ème} guerre mondiale, grâce à la mondialisation, l'économie du monde se développe sans cesse. Il reste certes des inégalités entre les pays riches et les pays pauvres. A la fin de guerre de Corée, la Corée du sud ouvre la porte de son économie. Elle obtient positivement des capitaux étrangers l'autoritaire du son gouvernement. Le « Saemaeul », la compagne du mouvement économique dans les années 60s et 70s par l'ex-président PARK Jeoung Hee est une motivation la croissance économique. Le décollage spectaculaire de l'économie, son taux de croissance est 9 % en moyenne de 1955 à 1990. Malheureusement, elle a peu de ressources naturelle, mais une main-d'œuvre abondante. Depuis 1962, c'est la promotion des exportations qui a guidé l'industrialisation et poussé à la concentration dans les complexes manufacturiers. Cette industrialisation rapide a permis de freiner le taux de chômage, qui dépasse 2 % en 1994 . La propagande constante de l'État, l'accent mis sur les exportations et la volonté d'être à la pointe de la technique caractérisent, et expliquent, la remarquable croissance sud-coréenne. En dépit de 2 choc de pétrole du monde, elle croit pas à pas, et en 1997, elle fut face à une crise de l'économie et financière. Le système économique est obligé de restructurer.

Pour l'Europe occidentale, depuis 50 ans, il a l'intention de maintenir la paix en Europe. La première manifestation de coopération européenne est instituée par la Communauté européenne du charbon et de l'acier. Il harmonise dans toutes les domaines bien même qu'il reste des différences, des difficultés dans le domaine de politique, de sociale, de l'économie. A la fin du millénaire, il résulte le traité de l'union européenne dans le secteur monétaire. Il est un caractère de mondialisation, à la fois une régionalisation. En 2002, il est la 1^{ère} fois il réussit son unification monétaire. Il est à une nouvelle étape de son histoire. Les disparités touchent à la structure économique, au niveau de vie, au fonctionnement des systèmes sociaux. Les divergences dans les taux d'épargne et le taux de chômage, dans la formation du capital et de la consommation, dans la répartition de l'emploi reflètent des déséquilibres fondamentaux. L'Union Européenne est en train d'exécuter du progrès. Elle sera un bon modèle pour harmoniser la paix et la prospérité sur le continent européen.

En même temps, des activités économiques sont dynamiques à l'extrême orient. Le Japon est 2^{ème} puissance économique dans le monde depuis les années 80. Mais il stagne depuis 10 ans. La Corée du sud, elle redémarre le commencement d'expansion de son volume grâce à une restructuration économique. Après la crise de l'économie et financière, elle échange le paradigme d'emploi de l'économie. Mais, pour elle, il y a un dilemme de croire de son économie, parce que, le taux d'échange du commerce atteint à 44 %.

La Chine, elle entre dans l'OMC pour coexister avec ensemble. Son rythme économique de croissance est en moyenne 8 % depuis l'ère de Deng- Xiaping. Elle est aussi un pays qui profite de la libéralisation du commerce. Maintenant, elle est un pays très actif dans le monde. Parallèlement, elle possède du grand potentiel de croissance économique. En même temps, elle face à une menace de l'économie dans toutes les secteurs économiques, puisque, son système provient de communiste. Elle doit restructurer son organisme économique et le transformer à l'avenir.

Récemment, il y a une nouvelle indice économique dans les trois pays. De plus en plus, des leaders de l'entreprise, ses économistes et ses institutions civiles économiques, ils exigent un nouvel accord de libre-échange dans la région de l'extrême orient. D'une part, la Chine fait accords avec les membres d'ASEAN. Ils s'accordent de libre-échange dans cette région. D'autre part, il y a une étroite relation économiquement dans un domaine civil après une remise entre la Corée et la Chine. L'Union Européenne est évidemment un modèle d'harmoniser économiquement et politiquement, ils se développent de créer une nouvelle société après deux

grandes guerres afin de stabiliser dans cette région et de réaliser d'une prospérité. En même temps, l'accord de libre-échange est un premier pas afin de maintenir la croissance économique et sociale comme européennes, parce qu'il y a grand conflit dans son histoire passée. Il est la mondialisation virtuelle dans l'avenir. Par conséquent, les trois pays, La Corée du sud, la Chine, le Japon deviennent un membre de Mondialisation et ils vont profiter de partager un fruit de croissance économique. A long terme, il verra une époque de paix à travers de communiquer de l'économique. L'accord de libre-échange sera évidemment une façon de grand monde a l'avenir.

Table des matières

	SOMMAIRE.....	2
	INTRODUCTION.....	3
	1QU'EST-CE QUE LA MONDIALISATION ?	4
	1.1LA MUTATION DE L'ECONOMIE MONDIALE EN RESEAUX TRANSNATIONAUX D'INTERDEPENDANCE	4
1.1.1	Les trois dimensions de la mondialisation.....	4
1.1.2	La contestation de ce processus de globalisation	6
	1.2UNE DYNAMIQUE MULTIPOLAIRE	?
	1.3MENACES SUR L'ECONOMIE MONDIALE	8
	2LES GRANDES ETAPES DE LA CONSTRUCTION EUROPEENNE	9
	2.1LA CONSTRUCTION DE L'EUROPE (DE 1948 A NOS JOURS)	9
2.1.1	Le lancement	9
2.1.2	L'union douanière et la dynamique européenne	10
2.1.3	Les premières tentatives d'harmonisation.....	10
2.1.4	Le succès du SME et de l'écu	10
	2.2MISE EN PLACE DU MARCHÉ UNIQUE EUROPEEN (1993)	11
2.2.1	L'objectif du grand marché intérieur	11
2.2.2	L'union économique et monétaire	11
	2.3LES REALISATIONS DE LA COMMUNAUTE EUROPEENNE	12
2.3.1	La question agricole	12
2.3.2	Les initiatives industrielles.....	13
2.3.3	Les disparités régionales	13
	3APPLICATION AUX ECONOMIES DE LA REGION EXTREME ORIENT.	14
	3.1PRESENTATION DES ECONOMIES DE L'EXTREME ORIENT	14
3.1.1	Economie de Corée du sud.....	14
	3.1.1.1Des contraintes cependant	14
	3.1.1.2Une industrie de pointe	15
3.1.2	Economie du Japon	15
	3.1.2.1.....Industrie	15
	3.1.2.2L'industrie lourde	16
	3.1.2.3Les produits porteurs	16
	3.1.2.4.....Échanges	17
3.1.3	Economie de Chinois	17
	3.1.3.1Un bilan contrasté	18

	3.1.3.2	Industrie	18
	3.1.3.3La libéralisation du commerce		19
3.2LE	MOUVEMENT DE L'ECONOMIE DANS L'EXTREME ORIENT		20
3.2.1	Leçons de libre-échange de la Chine- ASEAN		20
3.2.2	Une perspective positive de placement en Chine		22
	3.2.2.1La diversification réduit la volatilité du marché		23
	3.2.2.2Risque de niveau de pays		23
	3.2.2.3Son plein potentiel comme un membre d'OMC ?		23
	3.2.2.4Défis pour la Chine comme un membre d'OMC		25
	3.3LA CROISSANCE DE L'ECONOMIE EN COREE DU SUD DEPEND DE LA FTA (FREE TRADE AGREEMENT – ACCORD DE LIBRE ECHANGE)		25
3.3.1	Volume commercial en plein explosion en 2000		25
3.3.2	La Corée, les leaders économiques du Japon ont exigé l'appui pour FTA		26
3.3.3	Accord de libre-échange trilatéral vu pour profiter en Corée, la Chine, le Japon		27
	CONCLUSION		28
	TABLE DES MATIERES		30